Dieu, l'Allemagne et la France

M^{gr} Fritzen et M^{gr} Ruch face à la question du nationalisme

God, Germany and France. Mgr Fritzen and Mgr Ruch confronted with the question of nationalism

Gott, Deutschland und Frankreich. Die Bischöfe Fritzen und Ruch konfrontiert mit der Frage des Nationalismus

Claude Muller

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/alsace/3461>

DOI : 10.4000/alsace.3461

ISSN : 2260-2941

Éditeur

Fédération des Sociétés d'Histoire et d'Archéologie d'Alsace

Édition imprimée

Date de publication : 15 novembre 2018

Pagination : 129-150

ISSN : 0181-0448

Référence électronique

Claude Muller, « Dieu, l'Allemagne et la France », *Revue d'Alsace* [En ligne], 144 | 2018, mis en ligne le 01 septembre 2019, consulté le 15 septembre 2021. URL : <http://journals.openedition.org/alsace/3461> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/alsace.3461>

Dieu, l'Allemagne et la France

M^{gr} Fritzen et M^{gr} Ruch
face à la question du nationalisme

129

Claude Muller

« J'ai grandi avec la haine du Boche dans le cœur¹. » Cette affirmation tonitruante est proclamée par le général de brigade Georges Demetz (1865-1942) à Bischwiller le 25 novembre 1918, lors du défilé post-armistice. Elle est représentative d'un état d'esprit quasi unanime après quatre années d'un conflit sanglant et interminable. Pour autant, ce trait particulièrement dur est-il représentatif du clergé catholique ? La présentation des deux évêques de Strasbourg, M^{gr} Adolf Fritzen, en fonction de 1891 à 1919, et de M^{gr} Charles Ruch, en place de 1919 à 1945, permet de préciser une différence, contemporaine de la rupture historique engendrée par le retour de l'Alsace à la France².

1. Pierre PERNY, *La guerre de 14*, Drusenheim, 2010, p. 235.

2. De manière générale, voir Jean-Noël et Francis GRANDHOMME, *Les Alsaciens-Lorrains dans la Grande Guerre*, Strasbourg, Éditions La Nuée Bleue, 2013, 511 p. ; Claude MULLER, « Die Franzosa kumma! L'Alsace pendant la Première Guerre mondiale », in Hervé DE WECK et André DUBAIL (dir.), *Des deux côtés de la frontière : le Jura bernois, les régions françaises et alsaciennes avoisinantes pendant la Première Guerre mondiale*, Actes du colloque franco-suisse à Lucelle (22 octobre 2011), Lucelle, 2012, p. 29-41 et « Das Elsass und die Elsässer im Ersten Weltkrieg », in Gerhard FRITZ (dir.), *1914. Als in Europa die Lichter ausgingen. Der Erste Weltkrieg an der Heimatfront*, Actes du colloque de Schöntal (16-18 mai 2014), *Württembergisch Franken Jahrbuch*, 2014, p. 271-283.

Catholique plus qu'Allemand : M^{gr} Adolf Fritzen

Né à Clèves le 10 août 1838, Adolf Fritzen³ devient évêque de Strasbourg en 1891, au terme de tractations assez épineuses⁴. Inconnu en Alsace à son arrivée, accueilli plutôt froidement dans la région par les prêtres et les fidèles parce qu'Allemand, il réussit à gagner la sympathie de ses diocésains par ses manières affables, sa profonde piété et son sens de l'Église. L'épreuve de la guerre ne fait que renforcer ces traits de caractère.

130

M^{gr} Adolf Fritzen et la théodicée

De l'attitude de M^{gr} Fritzen pendant la guerre, on connaît la célébration de son jubilé d'argent épiscopal, où il réussit à éloigner les autorités politiques et militaires⁵, mais on oublie que l'argent récolté à cette occasion parmi les fidèles a été reversé aux « réfugiés alsaciens ». La lecture de ses mandements de carême de 1917 et 1918, poursuivant la même ligne que ceux de 1915 et 1916, fait apparaître un fil conducteur théologique d'une rare clarté⁶. Pour l'évêque, toute guerre est un châtiment de Dieu, une théorie appelée théodicée.

Le mandement de carême, du 25 janvier 1917, long de treize pages, a pour thème la paix intérieure. Comme ses prédécesseurs de 1915 et 1916, il évoque le conflit militaire.

Il est des mots qui exercent un pouvoir magique sur le cœur de l'homme. Un de ces mots est celui de la paix. Ô comme il résonne agréablement à notre oreille. Mais hélas ! Nous ne pouvons pas encore jouir de la paix si ardemment désirée.

3. Norbert WEGSCHEIDER, *L'épiscopat de Mgr Adolphe Fritzen, évêque de Strasbourg de 1891 à 1919*, maîtrise de théologie catholique, 1984, 162 p. ; René EPP, « Adolphe Fritzen », in *Nouveau dictionnaire de biographie alsacienne (NDBA)*, n° 12, 1988, p. 1 065-1 066 ; Erwin GATZ, *Die Bischöfe der deutschsprachigen Länder. Ein biographisches Lexikon*, Berlin, 1983, p. 219-221.

4. Claude MULLER, *Dieu est catholique et alsacien. La vitalité du diocèse de Strasbourg au XIX^e siècle (1802-1914)*, Lille, 1987 (1209 p.) p. 163-209.

5. Jean-Noël et Francis GRANDHOMME, *Les Alsaciens-Lorrains dans la Grande Guerre*, op. cit., p. 313.

6. Archives de l'Archevêché de Strasbourg (AAS), collection des mandements. Merci à l'archiviste Jean-Louis Engel de m'avoir permis de consulter ces documents. De manière générale, voir Matthieu ARNOLD, *Predigt im Ersten Weltkrieg. La prédication pendant la Grande Guerre*, Vandenhoeck, 2017, 158 p.

L'effroyable guerre continue ses ravages et l'on ne peut encore en prévoir la fin. Ce n'est pas de nous que la paix dépend, c'est Dieu qui la tient entre ses mains. N'oublions pas toutefois que l'œil de Dieu veille sans cesse sur nous. Nous avons tout lieu de nous abandonner à sa tendre sollicitude.

Le préambule précède, comme il se doit, la catéchèse. L'évêque aborde le péché, « source principale du manque de paix, car il nous sépare de Dieu, principe de la paix ». Il insiste sur la personne du Christ. « Les plaies dont Jésus a été couvert, les tortures qu'il a endurées, le sang qu'il a versé, voilà le prix qu'il a payé pour nous, hommes pécheurs, afin de nous rendre la paix. »

131

Le recours biblique constitue une transition essentielle avant de revenir au conflit.

Pour tous ceux qui, au départ de nos guerriers, restèrent dans leur patrie, ce fut une consolation excessivement douce de savoir que leurs époux, leurs fils partaient pour la guerre, la paix de Dieu dans l'âme. Si, comme de raison, ils éprouvaient de vives anxiétés pour la vie d'êtres chéris et regardaient avec terreur dans le lointain où de si grands dangers menaçaient les leurs, ils avaient pourtant la consolante conviction que leur salut éternel était assuré et qu'après une mort glorieuse ils recevaient de la main de Dieu une récompense éternelle pour la fidélité à leur devoir. Plaise à Dieu qu'aucun de nos chers diocésains ne parte pour la guerre, sans suivre le bon exemple de ses camarades et sans se réconcilier auparavant avec Dieu dans le saint sacrement de pénitence.

Le mandement se termine par les habituels articles. Si la dispense du jeûne et de l'abstinence accordée au commencement de la guerre, reste en vigueur, l'évêque exhorte les fidèles à observer tout de même les jours de jeûne et d'abstinence et à joindre à la prière les œuvres de pénitence.

Dans le conflit qui s'éternise, M^{gr} Adolf Fritzen reste fidèle à sa ligne de conduite. Son mandement de carême, de quatorze pages, du 18 janvier 1918, est conforme à ses prédécesseurs. L'introduction évoque la guerre sans fin.

Lors de notre lettre pastorale de l'an passé, nous nourrissions le doux espoir qu'elle serait la dernière que nous aurions à vous adresser en ces pénibles temps de guerre. Hélas ! Notre espoir ne s'est pas réalisé. Voilà trois années entières que ce fléau pèse sur nous avec toutes ses souffrances et ses tribulations.

Le contexte rappelé, l'évêque propose son thème de réflexion :

Nous nous trouvons dans la quatrième année d'hostilités et la paix se fait toujours attendre. Dans cette calamité, nos très chers frères, nous voudrions vous consoler et vous encourager, en vous signalant une vertu que l'on peut à juste titre appeler le soleil de la vie chrétienne. Il s'agit de l'espérance.

Le prélat déroule ensuite la dissertation religieuse. L'objet de l'espérance est le bonheur éternel « que Dieu nous promet ». L'espérance remplit l'âme « d'une paix, d'une sécurité profonde ». Elle donne force, courage et persévérance, permettant d'entrevoir « les splendeurs du paradis ». Aussi,

Alors que cette épouvantable guerre est la cause de tant de deuils et de tant de souffrances, élevons-nous nos regards vers les régions lumineuses de la béatitude qui nous est promise dans le ciel. Nous tirerons profit pour notre fin dernière, de toutes les douleurs et tribulations que nous apportent la guerre et toute la vie d'ici-bas.

Parmi les neuf articles, qui sont autant de recommandations aux fidèles, relevons le deuxième :

Nous prions les habitants des parties de notre diocèse qui ont moins souffert des événements de la guerre, de nous soutenir d'autant plus par leurs offrandes que de *nombreuses localités du diocèse ou bien sont occupées encore par l'ennemi ou ont dû être évacuées* et, par conséquent, ne sont pas en état de contribuer à nos œuvres pies.

Cette remarque est l'une des rares phrases où l'évêque rappelle que l'Alsace est allemande.

Qu'écrit M^{gr} Adolf Fritzen au lendemain de l'armistice du 11 novembre 1918 ? Sa lettre pastorale du 2 février 1919, qui ne porte pas le nom de mandement de carême, est longue de douze pages. Lisons ensemble son début :

Le désir ardent de la paix, désir que tous ressentaient au fond de l'âme, s'est vu, grâce à une disposition de la divine providence, réalisé plus tôt et d'une façon plus inattendue qu'on ne pensait. Il nous faut en remercier Dieu de tout cœur et avec une reconnaissance d'autant plus vive que précisément durant les derniers mois, notre cher diocèse était menacé d'une terrible épreuve, que nous a épargnée la miséricorde bonté du Très Haut.

Suit le thème choisi par le prélat : « Nous consacrerons cette année notre méditation à la vertu de charité ». La troisième vertu théologique n'est pas traitée par hasard. « Par la foi et l'espérance nous ne prenons en quelque sorte que contact avec Dieu, par la charité nous sommes unis à Dieu ».

La suite est une accumulation de citations bibliques destinées à l'argumentaire. Aucune trace de nationalisme, d'évocation de victoire et de défaite, n'affleure. Parmi les sept articles qui suivent le texte général, mentionnons l'article premier :

La dispense du jeûne et de l'abstinence, accordée au commencement des hostilités, reste provisoirement en vigueur, de telle sorte que ces préceptes n'obligent pas sous peine de péché. Lorsque la paix sera définitivement rétablie, cette dispense générale cessera. Nous publions alors dans un mandement spécial les ordonnances relatives au jeûne et à l'abstinence.

L'évêque, le clergé et l'aumônerie militaire

Au début du XX^e siècle, le diocèse de Strasbourg connaît des « hautes eaux religieuses », même si les effectifs du clergé baissent pendant la guerre : 1 148 prêtres incardinés en 1914 ; 1 128 en 1915 ; 1 101 en 1916 ; 1 081 en 1917 et 1 071 en 1918. Des lignes de fracture existent au sein des prêtres. D'un côté voici des francophiles notoires comme Émile Wetterlé⁷ ou Nicolas Delsor⁸. De l'autre, citons Joseph Clauss⁹, engagé volontaire dans l'armée allemande bien que non mobilisable. Entre ces deux extrêmes, une majorité silencieuse, dont l'opinion est sans doute indécise, voire évolutive.

7. Christian BAECHLER, « Émile Wetterlé », in *NDBA*, n° 40, p. 4 203-4 204 et surtout « L'abbé Wetterlé, un prêtre patriotique et libéral (1861-1931) », *Archives de l'Église d'Alsace*, t. 45, 1986, p. 243-285.

8. Christian BAECHLER, « Nicolas Delsor », in *NDBA*, n° 7, 1985, p. 612-613 et surtout *Le parti catholique alsacien 1890-1939. Du Reichsland à la République jacobine*, Paris 1982, voir index.

9. Médard BARTH, « Archivar und Bibliothekar Dr Joseph Clauss », *Archives de l'Église d'Alsace*, t. 19, 1949-1950, p. 417-425 et Hubert MEYER, « Joseph Clauss », in *NDBA*, n° 6, 1985, p. 517-518.

Un dossier d'une soixantaine de prêtres, traduits devant le tribunal militaire allemand, permet d'appréhender l'attitude d'une partie du clergé alsacien pendant le conflit¹⁰. Ainsi Louis Moreau¹¹ « a truffé ses prêches de remarques hostiles à l'Allemagne. Il a même utilisé la chaire pour influencer systématiquement la population dans un sens hostile à l'Allemagne. Il n'a pas parlé de l'espérance ou des victoires allemandes et n'a pas évoqué de sentiments patriotiques. » D'abord en prison, il est exilé à Paderborn¹².

134

Intéressons-nous au curé Heiligenstein à Urmatt. Il s'était interrogé dans son sermon pour quelle raison Dieu tolérât la guerre. Sa conclusion est tout à fait conforme à la doctrine de la théodicée : « Ni la Russie, ni l'Angleterre, ni la France ne sont responsables de la guerre. Ce sont nos péchés qui en sont la cause. » Les juges du tribunal militaire comprennent ce sermon comme une déclaration politique, réfutant la défense de l'ecclésiastique, pourtant sur la même ligne que son évêque !

Il convient tout de même de pondérer. Prenons le cas de François Joseph Sommereisen, curé de Kiffis au fin fond du Sundgau. Il est déclaré non coupable d'avoir influencé ses paroissiens en faveur de la France. Il est néanmoins expulsé à Braunfels, parce que l'exposé des preuves montrait qu'il était une personne peu fiable. De fait son *Lebenslauf* montre une instabilité chronique et son incapacité à se tenir tranquille, quelle que soit la cure desservie. Son attitude n'a donc rien à voir avec la guerre ou un antigermanisme¹³.

10. Annette JANTZEN, *Priester im Krieg. Elsässische und französischlothringische Geistliche im Ersten Weltkrieg*, Paderborn, 2010. Résumé par Annette JANTZEN, « Le clergé catholique en Alsace pendant la Première Guerre mondiale : question nationale, confession et dictature militaire », in Catherine MAURER et Catherine VINCENT (dir.), *La coexistence confessionnelle en France et en Europe germanique et orientale du Moyen Âge à nos jours*, Lyon, LARHA, 2015 (Chrétiens et Société, Documents et Mémoires, n° 27), p. 92-104.

11. Archives départementales du Bas-Rhin (ADBR), 147 AL 34.

12. Joseph GASS, « Ecclésiastiques alsaciens victimes de vexations allemandes », *Bulletin Ecclésiastique de Strasbourg*, février 1920, p. 56-58. L'auteur cite 43 prêtres, 30 dénoncés et une quinzaine d'autres victimes. Ce panel est donc supérieur d'un tiers à celui des dossiers conservés aux ADBR, 1 VP 766 à 778.

13. François Joseph Sommereisen, né à Rouffach le 14 octobre 1872, ordonné prêtre le 10 août 1898, vicaire à Cernay en 1898, à Wittenheim en 1901, Marckolsheim en 1903, à Wingersheim en 1904, à Brumath en 1906, curé de Cleebourg en 1907, de Gries en 1912, curé de Kiffis le 1^{er} juillet 1914, arrêté par les Allemands le 20 octobre 1914, en prison jusqu'au 4 août 1915, envoyé en exil à Braunfels en Allemagne jusqu'au 23 janvier 1919, curé de Harskirchen le 7 novembre 1919, se retire à Benfeld le 30 octobre 1921, décédé le 2 octobre 1935, à l'âge de 63 ans.

L'attitude des prêtres alsaciens face à la mobilisation transparaît aussi dans ce dossier. Les desservants s'inquiètent pour leur paroisse, pas pour l'Empire. L'administration de l'évêché, sur la recommandation de M^{gr} Fritzen, intercède auprès du commandant général adjoint pour chaque demande de dispense de mobilisation déposée par un prêtre diocésain. Si l'on en croit l'administration épiscopale, une grande partie des paroisses alsaciennes est, en 1917, administrée par des prêtres « âgés, malades, surmenés ou faibles ». La majorité des prêtres évoqués estime que la mobilisation comme aumônier militaire est une corvée. Ce qui les distingue de leurs homologues français, qui acceptent largement le service aux armées et se portent même volontaires. Or il se trouve que le plus bel exemple de cette catégorie se nomme... Charles Ruch.

La « résurrection nationale » : M^{gr} Charles Ruch

Né à Nancy le 24 septembre 1873, fils d'un commerçant luthérien et d'une mère catholique, Charles Ruch¹⁴, après des études au petit séminaire de Pont-à-Mousson et au grand séminaire de Nancy, est ordonné prêtre en 1897. Après son doctorat soutenu en 1898, il est professeur de théologie dogmatique au grand séminaire de Nancy de 1898 à 1907, vicaire général du diocèse de Nancy de 1907 à 1913, coadjuteur de l'évêque de Nancy en 1913.

L'enthousiasme d'un aumônier

Soldat de deuxième classe pendant deux jours, Charles Ruch est mobilisé sur appel individuel comme simple infirmier, puis comme aumônier militaire affecté au groupe de brancardiers du 20^e corps¹⁵. Son

14. Il existe, aux Archives à l'Archevêché de Strasbourg, un dossier Ruch, assez décevant car expurgé avant et pendant la Seconde Guerre mondiale, ce qui rend précieuse la biographie de Pierre LORSON, *Charles Ruch évêque de Strasbourg*, Strasbourg, 1948, 416 p. Voir aussi Claude MULLER, « Charles Ruch », in *NDBA*, n° 32, 1998, p. 3 310-3 312.

15. Pierre LORSON, *Charles Ruch évêque de Strasbourg*, *op. cit.*, p. 97-112.

attitude calme au milieu des dangers ainsi que le sentiment de devoir qui transparaît dans sa conduite provoquent le respect. Il est décoré de la Légion d'honneur dès 1915 et cité à l'ordre de l'armée ¹⁶ :

S'effaçant, malgré son éminente dignité dans une situation modeste, il fait preuve d'une activité et d'un dévouement inlassables. Depuis le début de la campagne et notamment au cours des derniers combats, la visite des tranchées, la recherche des blessés sur la ligne de feu, les veilles dans les ambulances, son calme courage lui ont acquis l'affection respectueuse de tous. Prêtre soldat et prêtre nancéien, il est, parmi les troupes du vingtième corps, la vivante représentation de la foi des Apôtres et de la foi patriotique lorraine.

136

Ayant reçu du Saint-Siège la juridiction sur tous les prêtres soldats de l'armée française, il est, en 1916, inspecteur de l'aumônerie, mais selon son biographe, il n'a jamais inspecté ¹⁷. Véritable sentinelle ecclésiastique de la France sur les marges orientales, il écrit à son neveu Charles pour le décès de son frère Aimé, tué au Bois-le-Prêtre : « Voilà donc ton brave frère auprès de Dieu en possession de la récompense éternelle. Je suis convaincu que ces dix mois d'obéissance au devoir, d'abnégation, de sacrifice, de souffrance avaient purifié, grandi et embelli son âme. » Toute la personnalité de M^{gr} Charles Ruch se trouve résumée dans sa lettre à M^{gr} Grente, datée de la journée de Pâques 1915 ¹⁸ :

Je suis allé à pied, à sept kilomètres, parler à l'un de nos magnifiques régiments de Nancy. Église archicomble de soldats jusque sur les marches de l'autel, un auditoire vibrant. Et ce n'est pas fini. Une auto m'emmenait à toute vitesse vers la cité martyre à Ypres. Et là, dans une des églises épargnées à trois kilomètres des *Boches*, nouvelle messe et nouveau sermon pour un des excellents régiments de Toul. Église dédiée au patron de Lorraine, saint Nicolas, auditoire immense, grande piété. N'est-ce pas beau mon jour de Pâques ? Comme Dieu est bon ! Puis, car un pareil jour un évêque ne peut pas se dispenser d'assister aux vêpres, j'allai au gentil petit hameau de Saint-Jean, toujours à quelques kilomètres des *Boches*, là où depuis ils ont envoyé leur sale marchandise asphyxiante. J'eus la consolation de voir là beaucoup de prêtres de Nancy et de chanter avec eux à pleins poumons dans une église qui est à trois ou quatre kilomètres des *Vandales* et qui, ô miracle, est encore, ou plutôt

16. *Ibid.*, p. 100.

17. *Ibid.*, p. 101.

18. *Ibid.*, p. 104-105.

était encore debout, un Alléluia gros de tous nos espoirs de *résurrection nationale* [...] Enfin je zigzaguais dans les chemins boueux et à travers champs pour rendre visite au régiment qui fut le mien [...] et jadis celui de Poincaré s'il vous plaît.

Terminons par ce témoignage d'un officier du front, en rappelant que pendant toute la guerre, l'aumônier administre aussi le diocèse de Nancy¹⁹ :

M^{gr} Ruch se préoccupe de tout. À des heures très matinales durant la rigueur de la saison, par la pluie, la boue, le froid, M^{gr} s'en va à travers les routes encombrées de convois, éclaboussé par les autos, heurté par les attelages, apeuré par l'éclatement des obus, crotté, trempé [...] Il presse le pas, car c'est dimanche et là-bas dans un cantonnement déshérité où nul ne peut assurer la messe dominicale, on l'attendra.

La nomination de M^{gr} Charles Ruch comme évêque de Strasbourg

Le passage de témoin entre M^{gr} Adolf Fritzen et M^{gr} Charles Ruch, désormais évêque de Nancy depuis octobre 1918, constitue une période intéressante. Il peut être appréhendé grâce à quatre sources documentaires complémentaires et concomitantes : les Archives secrètes du Vatican dépouillées et exploitées par l'historien allemand Thies Schulze²⁰, les Archives de l'archevêché de Strasbourg²¹, la biographie de Charles Ruch par Pierre Lorson²² et les mémoires du vicaire général Georges Jost rédigées vers 1930, mémoires à charge contre M^{gr} Charles Ruch²³.

La perspective imminente de l'armistice, entraînant l'irruption de l'armée française en Alsace, ainsi que le changement de statut de la région passant sous domination française, incitent M^{gr} Adolf Fritzen à s'adresser au Saint-Siège. Le 8 novembre 1918, il rédige une note à l'intention du cardinal Pietro Gasparri pour qu'il la transmette à Benoît XV : « L'avenir religieux de l'Alsace me cause les soucis les plus graves et je nourris l'espoir que Sa Sainteté daignera user de sa haute influence pour nous faire garantir les libertés religieuses dont l'Alsace jouit jusqu'à ce jour. »

19. *Ibid.*, p. 110.

20. Thies SCHULZE, « Bischof in einem fremden Land. Der Strassburger Bischof Charles Ruch zwischen Katholizismus und Nationalismus (1919-1931) », *Francia*, t. 37, 2010, p. 167-194.

21. AAS, dossier Charles Ruch, dossier 206 et dossier 216.

22. Pierre LORSON, *Charles Ruch évêque de Strasbourg*, op. cit., p. 121-135.

23. Claude MULLER, « L'opinion du vicaire général Jost sur M^{gr} Ruch », *Archives de l'Église d'Alsace*, t. 46, 1987, p. 337-344.

Dans sa lettre au pape, l'évêque de Strasbourg redoute « que les lois qui portent en France préjudice aux intérêts sacrés de l'Église ne fussent également introduites dans notre province ». C'est pourquoi il demande le maintien des lois concordataires ainsi que des écoles confessionnelles et libres. M^{sr} Adolf Fritzen ajoute : « Comme la très grande majorité du peuple en Alsace ne comprend pas le français, il est de toute nécessité que l'usage de la langue allemande soit autorisé aussi longtemps que l'intérêt religieux l'exigera²⁴. »

138

Mais la démarche s'ébruite. Le *Petit Parisien* du 30 novembre 1918 reproduit une dépêche de l'agence Havas et affirme que le prélat s'est adressé au pape. Toutefois le journaliste déforme les propos épiscopaux : « On est certain que l'évêque insiste particulièrement pour obtenir de Benoît XV que le clergé continue à employer la langue allemande, parce que, dit-il, elle est indispensable. » Ce qui oblige l'évêché à publier une mise au point²⁵.

Au moment où l'évêché s'empêtre dans son démenti et évidemment sans concertation, la curie romaine contacte l'abbé bénédictin d'Einsiedeln en Suisse, Fidelis Stotzingen, lequel reçoit comme mission de demander aux évêques de Strasbourg et de Metz leur démission. L'abbé répond, le 12 décembre 1918, qu'il ne peut envoyer de lettres, car le courrier est ouvert par la censure militaire. Il préconise l'envoi d'une personne de confiance pour éviter l'interception du courrier²⁶. À Paris, des contacts sont noués entre le gouvernement français et l'archevêque de Paris, le cardinal Léon Adolphe Amette²⁷. Dans une lettre de ce dernier au secrétaire d'État Pietro Gasparri, du 2 décembre 1918, le cardinal

24. AAS, dossier 210, cité dans Claude MULLER, « Les démarches de M^{sr} Fritzen auprès du Saint-Siège concernant le maintien du statu quo du diocèse lors du retour de l'Alsace à la France (novembre 1918) », *Archives de l'Église d'Alsace*, t. 41, 1982, p. 315-317. L'affirmation du vicaire général Georges Jost selon laquelle « à la première nouvelle de l'armistice, M^{sr} Fritzen, de sa propre initiative, de plein gré et spontanément, envoya au Saint-Père sa démission comme évêque de Strasbourg » ne semble donc pas exacte. On notera l'idéalisation de la personne de M^{sr} Fritzen.

25. AAS, dossier n° 210.

26. Thies SCHULZE, « Bischof in einem fremden Land », art. cit., p. 170.

27. Léon Adolphe Amette (1850-1920), ordonné prêtre en 1873, archevêque de Paris de 1908 à 1920, cardinal en 1911. Voir Henri ODELIN, *Le cardinal Amette (1850-1920)*, Paris, 1926 et Charles CORDONNIER, *Le cardinal Amette, archevêque de Paris*, 2 vol., Paris, 1949.

accepte le principe du maintien du concordat en Alsace²⁸. De son côté, M^{gr} Fritzen prend l'initiative d'adresser à Benoît XV, le 17 décembre 1918, ce courrier qui montre bien que le prélat n'a pas encore envoyé, à cette date, sa démission²⁹ :

Vu mes quatre-vingt-un ans, je crois qu'il faudrait un jeune évêque dans la force de l'âge et de nationalité française pour prendre les initiatives nécessaires et adaptées au nouvel état des choses. J'aimerais bien conserver jusqu'à ma mort, si faire se peut, mon titre d'évêque de l'Église de Strasbourg, à laquelle m'unissent après un épiscopat de vingt-sept ans des liens si nombreux et si affectueux. Le coadjuteur *cum jure successionis* que Votre Sainteté voudra bien choisir, devrait en même temps être chargé de l'administration du diocèse. Je crois que tout le diocèse serait heureux de cette solution. Mais dès aujourd'hui je me sou mets de grand cœur à toute autre solution que Votre Sainteté dans sa bonté et dans sa sagesse suggérera la meilleure et la plus favorable au bien de mon cher diocèse de Strasbourg.

Pour s'assurer devant les risques d'une suppression du Concordat, Georges Jost vicaire général, Kieffer doyen du chapitre et Fischer curé de Saint-Louis à Strasbourg adressent au nom du clergé d'Alsace une adresse au clergé de France, en la personne de l'archevêque de Paris, Léon Adolphe Amette. Le caractère légaliste et patriotique de cette adresse ne peut être mis en doute, mais il faut aussi relever la manœuvre diplomatique pour prévenir tout coup dur. Léon Amette répond, le 30 décembre 1918, aux trois signataires, ce qu'il avait déjà écrit à Rome³⁰ :

Nous sommes heureux de redire ce que le chef de l'État vous a dit au seuil de votre cathédrale de Strasbourg. Si l'amour de la France est resté si vivace au cœur de l'Alsace et vient de faire explosion avec un si admirable éclat, nous le devons pour une part à son clergé qui a su entretenir avec tant de courage et de persévérance cette flamme sacrée [...] Les épreuves que nous avons connues vous seront épargnées. La France se fera un devoir de justice et d'honneur de tenir les promesses que vous ont fait, solennellement en son nom, ses plus hautes autorités civiles et militaires. Vos libertés, vos coutumes, vos traditions, vos croyances seront respectées.

Comme souvent lors des transactions à propos de nominations épiscopales, des avis spontanés sont envoyés à Rome. Telle missive d'un groupe de catholiques allemands adjure le pape de se montrer vigilant,

28. Thies SCHULZE, « Bischof in einem fremden Land », art. cit., p. 170.

29. *Ibid.*, p. 171.

30. AAS, dossier 226.

le 31 janvier 1919, en cette période « d'occupation française³¹ ». Pour Nicolas Delsor, à qui il est demandé le profil du futur évêque, il ne faut choisir ni un clerc autochtone, ni un Français ne connaissant pas l'allemand. La double exigence est si abrupte qu'il dit ne pas connaître un tel prêtre³². Selon le biographe Pierre Lorson, M^{gr} Ruch se rend à Rome pour, officiellement, soumettre des projets concernant le diocèse de Nancy, dans la seconde moitié de carême 1919. Benoît XV évoque avec lui la possibilité d'être nommé à Strasbourg³³. M^{gr} Ruch lui indique son ignorance de l'allemand, à quoi le pape lui rétorque : « Vous l'apprendrez ».

L'entretien marque l'accélération de la reprise des discussions entre Rome et Paris. Pietro Gasparri, le cardinal secrétaire d'État, rappelle, le 29 mars 1919, les règles concordataires à respecter de part et d'autre³⁴. Si le trône épiscopal ne doit pas rester vacant, l'État ne doit pas, pour autant, se précipiter pour nommer un candidat. Il faut d'abord qu'un accord intervienne entre l'Église et l'État sur le choix d'un candidat. Mais le cardinal Amette est chargé de dire à Clemenceau que Benoît XV accepte bien volontiers Charles Ruch, dont le nom figure sur une liste de trois candidats avec Adam, vicaire général de Paris et recteur de Saint-Louis des Français, ainsi que Auguste Marie Felix Boudinhon, professeur de droit canonique à Paris de 1890 à 1916. Toutefois Georges Clemenceau, fidèle à sa réputation, brusque le calendrier, sans respecter à la lettre les exigences des règles concordataires³⁵. Un décret paru au *Journal officiel* du 23 avril 1919 nomme Charles Ruch évêque de Strasbourg. Le lendemain 24 avril, le cardinal Amette écrit seulement que le chef de l'État a accepté Ruch et, le 25 avril, le pape se plaint qu'il apprend la nouvelle par le journal³⁶. Avec tout de même un problème juridique en

31. Thies SCHULZE, « Bischof in einem fremden Land », art. cit., p. 172.

32. *Ibid.*

33. Pierre LORSON, *Charles Ruch évêque de Strasbourg*, op. cit., p. 121.

34. Thies SCHULZE, « Bischof in einem fremden Land », art. cit., p. 172.

35. « C'est du Clemenceau. Tout le monde connaît son tempérament », note M^{gr} Ruch en marge d'une lettre du 4 mai 1919, dans laquelle l'abbé Eugène Tisserant lui a fait part de son étonnement, cité par Étienne FOUILLOUX, « La faculté de théologie de Strasbourg en 1919 », *Revue des Sciences Religieuses*, n° 86, 2012, p. 3-24, ici note 15. De manière générale, voir Étienne FOUILLOUX, *Eugène cardinal Tisserant*, Éditions Desclée de Brouwer, 2011, 717 p.

36. Thies SCHULZE, « Bischof in einem fremden Land », art. cit., p. 172.

suspens : M^{gr} Fritzen n'a pas encore démissionné. Apprenant lui aussi la nouvelle, M^{gr} Charles Ruch écrit, pas vraiment enthousiaste, au pape, le 29 avril 1919³⁷ :

Il me semble que la Providence m'offre une lourde et redoutable croix. Puisque c'est Dieu qui l'a choisie et qu'elle m'est présentée par vos mains, je l'accepte et je l'embrasse, quelle qu'elle soit. Mais votre Sainteté ne sera pas surprise et Dieu me pardonnera, si je le fais les larmes aux yeux.

Dans une autre lettre du 21 mai 1919, M^{gr} Ruch revient sur ses insuffisances, preuve de son attermoiement et de sa lucidité quant à sa personne. Il rappelle sa méconnaissance de l'allemand, l'hostilité des Alsaciens persuadés d'obtenir un prêtre autochtone comme évêque, évoque surtout son désir d'entrer dans les ordres³⁸. En arrière-fond se profile aussi le silence du Vatican sur sa nomination, puisqu'en terre concordataire la nomination doit être conjointe, de même que l'attente de la démission de M^{gr} Fritzen qui intervient fin juillet 1919. Cet obstacle étant levé, il ne reste plus qu'à attendre la nomination papale.

Dès que Rome accepte la démission de M^{gr} Fritzen, le vicaire général Georges Jost se rend à Nancy. Laissons-lui la plume³⁹ :

Le prélat m'apprit qu'il n'avait pas encore de nomination de Strasbourg [ce sera chose faite le 1^{er} août 1919]. Mais, ajoute-t-il, je reviens de Rome, où le Saint-Père m'a donné l'assurance que je serai nommé évêque de Strasbourg. Sa Sainteté a ajouté : Il y a une difficulté qui vous sera épargnée : la faculté de théologie catholique est supprimée.

Les souvenirs vieux d'une dizaine d'années ne semblent pas concorder avec le contenu de la lettre qu'adresse Camille Bonnet, secrétaire particulier de M^{gr} Ruch de 1919 à 1924, à Georges Jost, le 27 août 1919⁴⁰ :

Les candidats proposés par Canet directeur adjoint des cultes sont Mollat, Bardy, Amann, Constant. Sur aucun de ces noms, M^{gr} [Ruch] ne ferait d'objections. Mais dans la situation actuelle du diocèse de Strasbourg, où M^{gr} [Ruch] se demande si M^{gr} Fritzen jouit encore de la jurisprudence, M^{gr} [Ruch] ne croit pas qu'il puisse donner sa signature à la déclaration de non-opposition.

37. *Ibid.*, p. 173. À Eugène Tisserant, Ruch écrit le 4 mai 1919 : « Si seulement sans qu'il y ait rupture entre le Saint-Siège et la France, l'affaire en ce qui me concerne pouvait rater », voir Étienne FOUILLOUX, « La faculté de théologie de Strasbourg en 1919 », art. cit., note 17.

38. Thies SCHULZE, « Bischof in einem fremden Land », art. cit., p. 173.

39. Claude MULLER, « L'opinion du vicaire général Jost sur M^{gr} Ruch », art. cit., p. 338.

40. AAS, dossier Ruch. À la suite du voyage de Nancy, Jost, vicaire général, devient vicaire capitulaire, en attendant la nomination épiscopale.

La même enveloppe contient une lettre de M^{gr} Ruch du même jour à Jost : « J'ai reçu un billet de la Sacrée Congrégation m'annonçant que le Saint-Père avait décidé de me transférer à Strasbourg et que les bulles allaient être expédiées. »

Camille Bonnet entre à nouveau en contact avec Georges Jost le 8 septembre 1919 :

M^{gr} [Ruch] était à Paris ces jours derniers. Il est rentré à Nancy hier matin. Mercredi prochain il repartira pour Rome. Si M^{gr} [Ruch] retourne à Rome, vous pensez bien que c'est surtout pour s'entretenir avec le Saint-Père des affaires à Strasbourg et tout particulièrement des graves questions qui vont s'imposer à lui dès son arrivée : la faculté et le séminaire⁴¹.

De retour de Rome, M^{gr} Charles Ruch porte connaissance à Georges Jost des décisions qu'il doit transmettre officiellement au vicaire capitulaire qui administre transitoirement le diocèse⁴² :

Les prêtres ayant terminé les études théologiques élémentaires qui préparent au sacerdoce pourront être autorisés par l'évêque de Strasbourg à suivre les cours de la faculté de théologie catholique établie dans l'université de cette ville pour y chercher les grades académiques. Les séminaristes du diocèse de Strasbourg doivent faire toutes leurs études préparatoires au sacerdoce au séminaire et non à la faculté de théologie catholique. N'ayant pas encore pu prendre possession du siège épiscopal de Strasbourg, je n'ai pas qualité pour informer de cette mesure les personnes qu'elle intéresse et pour préparer son application. C'est à vous, cher M^{gr} le vicaire capitulaire, qu'il appartient de le faire.

Un nouvel évêque, une nouvelle personnalité, une rupture

Bientôt se profile le grand jour de la prise de possession de l'évêché de Strasbourg par M^{gr} Ruch. Le 8 octobre 1919, M^{gr} Ruch l'annonce à Joder, avec remarquons-le la France citée avant l'Église⁴³ :

L'heure est venue pour moi de me rendre au poste où m'appelle la France et m'envoie l'Église. Conscient de ma faiblesse, mais l'âme débordante d'espoir en Dieu, j'apporte à l'Alsace mon cœur [...] Dès notre première rencontre, j'ai senti

41. AAS, dossier Ruch.

42. *Ibid.*

43. *Ibid.*

mon âme sympathiser avec la vôtre [...] Vous êtes pour moi un ami, c'est-à-dire un autre moi-même. Il est donc tout naturel que vous receviez mandat de parler en mon nom.

La France et Dieu

M^{gr} Charles Ruch fait précéder sa venue par un texte officiel. La *lettre pastorale de M^{gr} l'évêque de Strasbourg à l'occasion de la prise de possession du siège épiscopal*, datée du 9 octobre 1919 et longue de seize pages, est importante pour comprendre comment M^{gr} Ruch appréhende son nouveau poste, un an presque jour pour jour après avoir été mis en possession du siège épiscopal de Nancy. La première phrase est-elle étonnante ? « La France nous appelle et l'Église nous envoie à Strasbourg. » La suite résume avec une grande fidélité tout ce que les documents précédents corroborent :

Votre diocèse compte parmi les plus vastes et il est un de ceux où la foi catholique est la plus florissante. Aussi nous vous l'avouons loyalement : quand, pour la première fois, à Rome, en mars dernier, le Souverain Pontife nous laissa entrevoir son dessein, nous avons tremblé plus qu'à tout autre moment de notre vie, tant la responsabilité nous parut écrasante. Longtemps nous crûmes devoir décliner le périlleux honneur. Mais notre conscience nous répète souvent qu'un évêque serait indigne de commander aux hommes, s'il ne savait pas obéir à Dieu. Comment aussi ne pas observer la consigne de notre patrie, alors que, pendant quatre ans, nous l'avions suivie sur tous les champs de bataille où elle nous avait conduit ?

Dans l'introduction, M^{gr} Ruch salue la mémoire de son prédécesseur, « ravi hier à notre filiale affection ». « Pensant qu'à notre arrivée à Strasbourg, nous y trouverions M^{gr} Fritzen en vie, nous nous promettions – aucune attitude ne pouvait être ni plus française ni plus chrétienne – d'entourer sa personne des égards dus à son âge et à sa dignité. » Si la première partie – « tout pouvoir vient de Dieu » – accumule une dizaine de citations bibliques, les autres n'en comportent plus. Mais on y trouve évoqué le contexte de l'époque à la page 9 :

On dit déjà que vous critiquez la patrie retrouvée : c'est d'ailleurs faire acte d'authentiques Français. Nous avons l'habitude de nous censurer avec une âpre sévérité, souvent même avec injustice. Mais il est un reproche que vous ne pourrez jamais adresser à la France : celui de ne pas vous aimer [...]

Nous ignorons les motifs pour lesquels le président de la République et le président du Conseil nous ont accordé leur confiance. Connaissant leur patriotisme toujours en éveil et leur extrême désir de vous plaire, nous devinons qu'ils ont compté sur notre dévouement à l'Alsace : ils ont pensé que par notre affection nous vous

rendrions la France plus chère encore. Les chefs de l'État et du gouvernement ne nous ont pas invités à vous aimer : le conseil eût été superflu. Mais ils nous ont parlé, le premier, des inoubliables émotions de son voyage en Alsace, le second, de la grande œuvre d'union nationale [...]

Pendant la guerre, des hommes de provinces éloignées de la vôtre nous interrogeaient souvent sur vos sentiments : combien il nous était agréable de leur révéler l'Alsace !

144

L'intronisation est annoncée par Georges Jost le dimanche 12 octobre 1919⁴⁴. Après avoir rappelé que le Saint-Père a nommé M^{gr} Charles Ruch évêque de Strasbourg le 1^{er} août, le vicaire capitulaire ajoute : « Nous fûmes remplis de joie et de confiance. Nous nous attacherons à lui afin que dans son énergie et sa prudence, il nous guide et nous aide à remplir tous les devoirs que les temps nouveaux nous imposent. » Le grand jour de l'intronisation arrive le lundi 13 octobre 1919⁴⁵. Les officiels se pressent à la cathédrale pour l'occasion⁴⁶ : le recteur Sébastien Charlety, Paul Lobstein professeur à la faculté de théologie protestante, Paul Schlinger directeur de l'enseignement secondaire qui libère les écoliers pour l'occasion, le préfet du Bas-Rhin. La course aux cartons d'invitation fait rage. Léon Pouarche qui « vient en costume de secrétaire général » écrit à l'évêché : « Ma femme désire aussi m'accompagner. C'est une catholique très pratiquante. » Le nombre d'officiers supérieurs présents est impressionnant : le général Cernesson, le colonel Zeller, le colonel Brenot, le lieutenant-colonel Holtzappel, le général Goybet, le général Michel, chef d'état-major qui considère que c'est « un grand honneur » d'être présent, etc.

Quatre cents prêtres accompagnent l'évêque à la cathédrale, devant Alexandre Millerand, les généraux Mangin et Gouraud. Les prêtres francophiles sont sensibles à « la parole facile et brillante » de M^{gr} Charles Ruch⁴⁷. D'autres, comme Jost, font part de leur étonnement à la lecture

44. *Ibid.*

45. Et non le 13 septembre comme écrit par Pierre LORSON, *Charles Ruch évêque de Strasbourg*, op. cit., p. 135, repris par Thies SCHULZE, « Bischof in einem fremden Land », art. cit., p. 174.

46. Cartes personnalisées dans AAS, dossier Ruch.

47. Joseph GASS, « Charles Ruch », *L'Alsace française*, mai 1949, p. 20-23. Émile Wetterlé évoque dans le *Nouveau Rhin Français* du mercredi 15 octobre 1919 « une péroration de grande envolée ».

du mandement⁴⁸ : « N'est-ce pas Rome, M^{gr}, qui vous a choisi pour nous, sans *intervention étrangère*? » L'archiprêtre de la cathédrale Grandadam éprouve le besoin de réagir à un article de journal qui disait que « les Alsaciens avaient estimé M^{gr} Fritzen comme prêtre, mais à cause de sa qualité d'Allemand n'avait pu l'aimer ». Et Grandadam de soutenir, en public, que M^{gr} Fritzen « était très aimé de ses diocésains ». Puis d'ajouter qu'il promet « d'avoir pour M^{gr} Ruch les mêmes sentiments de respect et de dévouement filial⁴⁹ ». Quant à M^{gr} Charles Ruch, il écrit⁵⁰ :

J'ai reçu le plus charmant accueil. On a été très courtois, très chaud, très enthousiaste. Ma vie de pasteur et de père est des plus agréables. Il y a ici une foi magnifique attendrissante, délicieuse [...] Ajoutez les émotions du retour à la France. C'est unique, merveilleux.

L'un des chantiers prioritaires de M^{gr} Charles Ruch, dès son avènement à l'épiscopat, est la question de la faculté de théologie catholique à l'Université de Strasbourg. Fondée à la suite d'une convention signée le 5 décembre 1902 entre le Saint-Siège et l'Empire allemand, ce dernier

48. Pierre LORSON, *Charles Ruch évêque de Strasbourg*, op. cit., p. 136. De manière générale, dans cette nouvelle Amérique que constitue l'Alsace par les places à prendre, mentionnons de multiples freins. Ainsi la tentative du notaire Ricklin qui, depuis Dijon, écrit à l'un de ses cousins Sauner le 10 juillet 1919 pour lui confier son projet d'être député du parti catholique alsacien : « Je ferais mon élection de domicile soit à Huningue, soit à Altkirch ou ailleurs, cela n'a aucune importance. Je crois que mon frère Auguste trouvera déjà autour de lui et dans les environs quelques signatures. En outre, sans parler de vous, mon cher ami, qui marchez avec moi la main dans la main, ma présence sera nécessaire afin de voir les personnes influentes dans chaque commune, de leur exposer mon programme roulant sur la défense de leurs intérêts et de leurs droits, en un mot me faire connaître. Autrefois on n'a jamais connu nos députés. Les temps sont changés. Il faut aller comme le dirait Léon XIII au peuple et se faire connaître et aimer ! La France saura prouver à nos chères provinces retrouvées combien il est doux de vivre de sa liberté et l'Alsace jouira de toute sa prospérité en redevenant le beau jardin de la France... Arrivons aux élections. Enfin le scrutin de liste est voté dans les termes que j'avais prévus. Un député pour 75 000 habitants et s'il y a une fraction de 35 000 habitants un, en surplus. En sorte que dans le Haut-Rhin, il faut compter environ 12 députés. À peu près 6 pour chaque liste. Partout j'ai reçu un bon accueil ! Mais le comité Union Républicaine ou union sacrée ne voudrait présenter que 4 ou 5 indigènes, c'est-à-dire des personnes n'ayant jamais quitté l'Alsace. Rien n'est encore fait, on me l'a fait entendre à Mulhouse. Dans tous les cas il suffit, et c'est la loi, que je trouve cent signatures pour avoir le droit de me présenter... » (Archives privées Jean Sauner, Folsensbourg). Ricklin n'est pas choisi par le parti catholique alsacien et ne devient donc pas député.

49. Pierre LORSON, *Charles Ruch évêque de Strasbourg*, op. cit., p. 137.

50. *Ibid.*, p. 140.

ayant une volonté sous-jacente de germaniser le diocèse par les âmes⁵¹, la faculté de théologie catholique, comme la protestante d'ailleurs, constitue un enjeu intellectuel et politique. Dans tous les cas, les professeurs nommés se caractérisent par une indépendance par rapport à Rome. « On est très mécontent de la faculté allemande et du refus du serment antimoderniste », dit Pietro Gasparri, secrétaire d'État de Benoît XV au recteur de l'Institut catholique de Paris, M^{re} Alfred Baudrillart, le 17 avril 1919^{52 53}.

146

Le gouvernement français souhaite reconstituer au plus vite la faculté de théologie catholique à l'Université de Strasbourg comme vitrine de la science hexagonale face à l'érudition allemande. Le recrutement de ses professeurs échoit au gallican Louis Canet, sous-directeur des cultes pour l'Alsace-Lorraine. Il doit tenir compte des avis de M^{re} Charles Ruch qui invoque le Saint-Siège. « Je déjeune à Strasbourg avec M^{re} Ruch. Il me parle beaucoup de l'affaire de la faculté. Le cardinal Gasparri lui a dit que c'était une question de confiance pour lui de n'y pas laisser aller les séminaristes », écrit M^{re} Baudrillart le 22 octobre 1919⁵⁴.

Sur cette question, le clergé alsacien est divisé. Le supérieur du grand séminaire, François Xavier Matthias, est franchement contre. Eugène Muller, Albert Lang, Louis Dennefeld sont pour. Nicolas Delsor change d'avis. Alors qu'il était contre avant la guerre, voici qu'il est pour, car la suppression créerait « un grand trouble dans les esprits ».

51. H. G. WILLEE, *Zur Geschichte der Katholisch – theologischen Fakultät der Universität Strassburg (1903-1966)*, dactylographié, Bonn, 1968 ; Cyril VOGEL, « La faculté de théologie catholique de 1902 à 1918 » et Charles MUNIER et al., « Biographie et bibliographie des anciens professeurs », in *Mémorial du cinquantenaire (1919-1969)*, Strasbourg, 1970, p. 37-75 et p. 141-146 ; Brigitte FAVROT, *Le gouvernement allemand et le clergé catholique lorrain de 1890 à 1914*, Metz, 1980, (284 p.), p. 197-228 ; Claude MULLER, « Une faculté de théologie catholique pour germaniser les clergés alsacien et lorrain (1902-1914) », in René EPP (dir.), *La formation du clergé dans les diocèses de Strasbourg et Metz (1870-1918)*, Strasbourg, Ercal, 1987, p. 29-45 ; Luc PERRIN, « Esquisse d'une histoire de la faculté de théologie catholique de Strasbourg », *Revue des Sciences Religieuses*, 1-2014, p. 125-134 ; Claude MULLER, « Faculté de théologie catholique », in Roland RECHT et Jean-Claude RICHEL (dir.), *Dictionnaire culturel de Strasbourg (1880-1930)*, Presses Universitaires de Strasbourg, 2017, p. 532-533.

52. Étienne FOUILLOUX, « La faculté de théologie de Strasbourg en 1919 », art. cit., note 2.
53. Sur Alfred Baudrillart, les évêques alsaciens et l'Alsace au lendemain de la Première Guerre mondiale, voir Paul CHRISTOPHE, *Les carnets du cardinal Alfred Baudrillart (1^{er} janvier-31 décembre 1921)*, Paris, Éditions du Cerf, 2000, p. 53, 103, 104, 108, 132, 139, 142-143, 145-146, 160, 161, 166, 171, 188, 211, 212, 234-235, 235-236, 237, 241, 273, 279, 290, 321, 405-406, 536, 662, 808, 811, 883, 896 et 962.

54. *Ibid.*, note 24.

La tendance bascule en janvier 1919, comme il est écrit à M^{gr} Baudrillart :

Adam vicaire général [de Paris] vient de passer trois semaines en Alsace. Les partisans de l'Université de Strasbourg, faculté de théologie, l'ont emporté sur ceux du séminaire qui s'est réorganisé à la mode française. Le gouvernement semble décidé de maintenir cette faculté⁵⁵.

Dans cette question le vicaire général Georges Jost a bien sûr son avis. Il écrit dans ses mémoires⁵⁶ :

L'Alsace catholique bien pensante savait que le gouvernement allemand avait usé de violence auprès de Léon XIII pour obtenir le consentement à la fondation d'une faculté de théologie, en remplacement du grand séminaire. La germanisation de l'Alsace en était principalement le premier but et comme conséquence une formation moins sévère du jeune clergé. Le clergé sorti de notre grand séminaire de Strasbourg a été incontestablement supérieur à celui fourni par la faculté [...]

Une partie des séminaristes et du jeune clergé d'Alsace a pu applaudir à l'intervention de M^{gr} Ruch, en faveur du maintien de la faculté, mais en plus grand nombre les plus dignes prêtres et laïques du diocèse ont gémi [...] Quel n'avait pas été leur chagrin si alors déjà ils avaient su que le Saint-Père avait prévenu de vive voix M^{gr} Ruch des difficultés que la conservation de la faculté leur aurait préparée. Ces difficultés allaient éclater au-delà de toute attente.

Conclusion

En venant prendre possession du siège épiscopal à Strasbourg, M^{gr} Ruch fut accueilli avec une entière confiance. Ce don de joyeux avènement ne tarda pas à être remis en question et au bout de deux à trois ans fut retiré à peu près complètement. Aussi naturellement doit-on se demander avec le poète : comment en un vil plomb, l'or pur s'est-il changé ?⁵⁷

C'est par ces mots que Georges Jost commence vers 1929, après la crise autonomiste, une charge terrible contre celui dont il était proche par ses fonctions⁵⁸. La charge évoque la question de la faculté de

55. *Ibid.*, note 7.

56. Claude MULLER, « L'opinion du vicaire général Jost sur M^{gr} Ruch », art. cit., p. 338.

57. *Ibid.*, p. 337.

58. Christian BAECHLER, « Les relations entre M^{gr} Ruch et le clergé alsacien lors de la crise autonomiste de 1925-1929 vues à travers un memorandum de décembre 1929 », *Archives de l'Église d'Alsace*, t. 44, 1985, p. 297-320.

théologie, l'incorporation des séminaristes dans l'armée française, l'école confessionnelle et le problème linguistique, les visites pastorales et les dépenses somptueuses de l'évêque. L'échec suggéré par Jost n'indique curieusement pas la vraie cause. M^{gr} Ruch, l'homme de Clemenceau, avait intuitivement compris, au moment de sa nomination, tout ce qu'il ne maîtrisait pas et qu'il maîtrisera mal par la suite : la langue allemande⁵⁹ et par delà une civilisation et une histoire singulière, dont il n'était pas, malgré ses efforts, partie prenante. « Je suis donc, en ce pays, très particulariste, un étranger⁶⁰ », écrira-t-il le 19 mars 1931.

59. « Handicapé par une élocution difficile, M^{gr} Ruch s'était mis en tête d'apprendre, à défaut du dialecte alsacien, l'allemand et prononçait dans ce qu'il croyait être cette langue des homélies et des sermons devenus légendaires. Aujourd'hui encore on se raconte les effroyables coq-à-l'âne et quiproquos qu'il commettait ainsi. Son entourage n'osait pas lui dire combien il se couvrait ainsi de ridicule ou son entêtement ne tenait-il aucun compte d'avertissements et bons conseils ? Je l'ignore », cité par Robert HEITZ, *Souvenirs de jadis et de naguère*, Strasbourg, 1963, p. 274. Claude MULLER, « Le diocèse de Strasbourg durant la Première Guerre mondiale », in Marc FEIX (dir.), *Vallée du Rhin, terre de conflit et de paix. Benoît XV, le pape initiateur de la fraternité*, Actes de la journée d'étude de Strasbourg (25 novembre 2017), Strasbourg, Ercal, 2018, p. 49-77.

60. Thies SCHULZE, « Bischof in einem fremden Land », art. cit., p. 167. Voir aussi Alfred WAHL et Denis RICHEL, *L'Alsace entre France et Allemagne (1850-1950)*, Paris, 1994 ; Stefan FISCH, « Der Übergang des Elsass von Deutschen Reich an Frankreich (1918-1919) », in Michael ERBE (dir.), *Das Elsass. Historische Landschaft im Wandel der Zeiten*, Stuttgart, 2002, p. 147-152 ; Christian BAECHLER, *Les Alsaciens et le grand tournant de 1918*, Strasbourg, 2008, 192 p.

Résumé

Dieu, l'Allemagne et la France.

M^{gr} Fritzen et M^{gr} Ruch face à la question du nationalisme

L'armistice du 11 novembre 1918 signifie une rupture à bien des égards. La paix succède à la guerre, la France à l'Allemagne. Nouveau contexte, nouveaux hommes, y compris dans le gouvernement des âmes. Homme profondément doux, distingué et humble, M^{gr} Fritzen, un Allemand originaire de Clèves, avait réussi à s'imposer à l'Alsace, son clergé et ses fidèles, grâce à sa ligne de conduite, définie ainsi par lui-même : un évêque catholique et non un évêque allemand. Celui que Rome choisit pour lui succéder, M^{gr} Ruch, participe à l'éblouissement tricolore : la France d'abord, sans oublier tout de même la religion. La personnalité différente des deux évêques est en partie responsable de l'évolution de la conjoncture observée.

149

Zusammenfassung

Gott, Deutschland und Frankreich. Die Bischöfe Fritzen und Ruch konfrontiert mit der Frage des Nationalismus

Der Waffenstillstand vom 11. November 1918 bedeutet in vielen Bereichen einen Bruch mit dem Gewesenen. Auf den Krieg folgt der Frieden, und nach Deutschland kommt Frankreich. Neuer Kontext, neue Männer, auch was die Seelsorge betrifft. Bischof Fritzen, der aus Kleve stammt, ist ein gutmütiger, vornehmer und bescheidener Mensch. Auf Grund seines Wesens und seiner Prinzipien hatte er sich im Elsass große Anerkennung verschafft: ein katholischer Bischof eher als ein deutscher Bischof. Der von Rom ernannte Nachfolger verfällt der trikoloren Verblendung: Frankreich zu Erst, ohne jedoch die Religion zu vernachlässigen. Die unterschiedlichen Persönlichkeiten beider Bischöfe tragen maßgeblich zur Veränderung der Lage, wie wir sie beobachten, bei.

Summary

God, Germany and France.

Mgr Fritzen and Mgr Ruch confronted with the question of nationalism

The November 11th, 1918 armistice was the signal of a clearcut split in many ways. Peace was to replace the war between France and Germany with a new environment, with new people in charge, among them Church leaders. Mgr Fritzen, a native of Clèves, a deeply peaceful, distinguished and humble man, had managed to be an authority figure for both clergy and faithful in Alsace, having deliberately decided to be a Catholic rather than a German bishop. The man that Rome chose as his successor participated in the French nationalistic dazzlement: France first, with religion in the second place. The difference in personalities was partly responsible for the evolution of the situation.